

# Pourquoi les gouvernements du Sud continuent-ils de rembourser la dette ?

jeudi 11 septembre 2008, par [MILLET Damien](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2008).

Depuis la crise de la dette au début des années 1980, un nombre important de pays en développement (PED), en particulier les plus pauvres d'entre eux, sont devenus dépendants des prêts des institutions financières internationales. Elles possèdent donc un moyen de pression efficace pour qu'ils poursuivent sans cesse les remboursements. C'est pourquoi les gouvernements du Sud qui tentent de s'opposer au consensus de Washington ne sont pas légion. Par exemple, dès son indépendance en mai 2002, les dirigeants du Timor Oriental ont été incités sur le champ à s'endetter, mais heureusement, ils ont refusé.

Ces pressions sont facilitées par un système de négociations au cas par cas qui maintient en permanence l'État endetté en position de faiblesse face à des créanciers parfaitement organisés : FMI, Banque mondiale, Club de Paris, Club de Londres, etc. C'est donc plus facile pour les gouvernements des PED de préférer recevoir les prêts des institutions internationales que de dire non à tout cela.

Mais les dirigeants des PED ont-ils réellement la volonté de s'opposer au modèle dominant ? Jusqu'ici, au cours des 25 dernières années, à quelques rares exceptions près, la plupart des gouvernements n'ont pas eu la volonté d'aller à l'encontre des politiques néolibérales. Beaucoup d'entre eux sont reliés par de nombreux intérêts aux centres de décision des pays les plus industrialisés. Une partie des présidents actuellement en place, notamment en Afrique, ont été portés au pouvoir au moment de la guerre froide ou en sont les héritiers directs. Certains sont là parce qu'ils ont contribué à éliminer ou parce qu'ils ont laissé renverser des chefs d'États qui, comme Thomas Sankara, le président du Burkina Faso assassiné en 1987, voulaient engager leur pays sur une voie de développement endogène et de justice sociale. D'autres ont préféré respecter le dogme néolibéral, de peur d'être déstabilisé ou renversé.

Parmi ceux qui critiquent durement la domination exercée par les pays du G7 et qui essaient de mettre d'autres politiques en œuvre, une large majorité reste convaincue qu'il faut rester crédible aux yeux de la finance internationale et qu'il est nécessaire de réaliser le développement de leur pays notamment en recourant sur une vaste échelle à l'endettement interne et externe. Bien sûr, il y a les pressions extérieures venant des capitales des pays les plus industrialisés, des institutions financières internationales et des créanciers privés du Nord. Mais il ne faut pas sous-estimer un autre facteur de conservatisme qui joue en faveur de la poursuite d'un endettement très important.

La majorité des gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, essaient de se concilier la bonne volonté de la classe capitaliste locale qui a tout intérêt à ce que soit perpétué le mécanisme de la dette. En effet, ce mécanisme lui assure (tout comme à celle des pays du Nord) de plantureux bénéfices car elle prête de l'argent à l'Etat qui le lui rembourse à des taux d'intérêt très avantageux. Dans l'histoire récente, les cas où un Etat a répudié la dette publique à l'égard des banquiers locaux sont rarissimes. La plupart des banquiers préfèrent donc prêter à l'Etat et à d'autres institutions publiques bénéficiant de sa garantie plutôt qu'aux producteurs locaux, surtout s'ils sont moyens ou petits. Prêter à l'Etat est beaucoup moins risqué et plus rentable.

Plusieurs présidents actuellement au pouvoir ont gagné les élections en promettant de réduire les inégalités sociales. Ils ont promis de mettre fin au comportement rentier et parasitaire des banquiers et de libérer le pays du joug exercé par les créanciers internationaux. Une fois arrivés au pouvoir, ils ont adopté une attitude radicalement différente. A ce titre, l'expérience brésilienne est emblématique. Aujourd'hui, les banquiers et le reste de la classe capitaliste locale se frottent les mains de la gestion amicale du Parti des travailleurs (PT) au pouvoir et du président Inacio Lula Da Silva.

*« Si un adulte est de gauche, c'est parce qu'il a des problèmes. Si un jeune est de droite, c'est parce qu'il a aussi des problèmes... Moi, j'ai viré vers la social-démocratie. Quand on a 61 ans, on atteint l'équilibre. [...] C'est l'évolution de l'espèce humaine. Celui qui est de gauche devient plus centriste, plus social-démocrate et moins de gauche. Et cela dépend de la quantité de cheveux blancs. [...] J'ai critiqué pendant tant d'années l'ex-ministre Delfim Neto [\[1\]](#) et aujourd'hui, il est mon grand ami. »*

Lula, président du Brésil, décembre 2006

Pour compléter le tableau, de nombreux hauts responsables des pays du Sud proviennent des grandes écoles ou universités du Nord (Harvard, Columbia, Princeton, Yale, Stanford, Oxford, Cambridge, HEC, etc.) et ont été formés dans le moule libéral. Avant de devenir gouverneur de la banque centrale du Brésil, Arminio Fraga Neto était gestionnaire d'un fonds d'investissement du financier Georges Soros. L'Ivoirien Alassane Dramane Ouattara fut directeur du département Afrique du FMI de 1984 à 1988 avant de devenir Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire de 1990 à 1993, puis directeur général adjoint du FMI de 1994 à 1999. Lors de la crise en Turquie en février 2001, le geste le plus symbolique des institutions internationales fut de prêter (outre de l'argent) Kemal Dervis, alors vice-président de la Banque mondiale, qui est devenu ministre des Finances dans son pays (avant de diriger le PNUD). Le président mexicain élu en 2000, Vicente Fox, a aussi été directeur de la filiale mexicaine de Coca-Cola. Alejandro Toledo a été fonctionnaire consultant à la Banque mondiale avant de devenir président du Pérou en 2001. Ellen Sirleaf-Johnson a œuvré à la Banque mondiale avant de devenir présidente du Liberia en janvier 2006. Comment s'étonner que la politique

suivie soit parfaitement conforme aux désirs de Washington ?

Les populations du Sud ne sont jamais consultées sérieusement et sont maintenues soigneusement à l'écart. Pourtant, il est parfaitement possible en tant que gouvernement démocratique de briser la chaîne de l'endettement. Il faut pour cela répudier la dette illégitime sur la base d'un audit de la dette. Le droit international offre des instruments efficaces à un gouvernement du Sud pour refuser la poursuite du paiement d'une dette odieuse ou plus largement illégitime. Encore faut-il être prêt à s'en servir.

---

## Notes

[1] En charge de l'Economie pendant la dictature militaire, 1964-1985.